



L'URGENCE DE METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Plusieurs dossiers industriels méritent un examen particulier de certaines entreprises et groupes, avec des décisions de restructurations réduisant des milliers d'emplois, fragilisant les capacités, les atouts, les savoir-faire, mettant en cause la pérennité des sites à l'exemple de Molex, Chaffoteaux, New-Fabris, SKF, Manitowoc, Thales Avionic, Alcatel-Lucent, Réparation Marseillaise, alors que la plupart des entreprises annoncent des bons résultats, avec des perspectives de croissance. Cet été, la mobilisation a permis de faire la démonstration qu'il est possible de maintenir l'activité et l'emploi, comme à la SBFM, Sonas, Rencast, Faurecia, ...

La responsabilité des grandes sociétés donneuses d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, est une dimension nouvelle qui demande d'avoir une vue globale dans la mesure des problèmes au secteur industriel.

Aujourd'hui la responsabilité des groupes industriels se pose avec plus de force vis-à-vis du réseau des entreprises qui en dépendent. L'urgence d'avoir une véritable stratégie industrielle ne peut se limiter aux grandes entreprises, il y a lieu d'avoir une approche cohérente par filière industrielle, en lien avec les territoires. L'absence d'une politique de développement de l'industrie et de l'emploi est de la responsabilité du Gouvernement.

Les résultats de l'activité économique au 2^{ème} trimestre avec une hausse de 0,3% et un CAC 40 qui progresse de 18% au 2^{ème} trimestre, ne permettent pas de dire qu'il y a une véritable reprise. C'est faire abstraction d'un PIB en recul de 2,4% sur 12 mois, de 150 000 emplois en moins dans l'industrie, d'une progression du chômage qui se poursuit et d'une balance commerciale qui accumule un déficit record de 24 Milliards depuis le début de l'année.

L'enjeu de l'avenir industriel sur le territoire français et européen est concrètement posé.

Or, nous vivons une situation paradoxale:

- D'un côté, les grands groupes à base industrielle affichent des résultats relativement satisfaisants, avec un maintien du niveau des dividendes versés aux actionnaires.

- De l'autre, l'industrie française accumule les difficultés : la production recule, le nombre d'emplois industriels régresse, le déficit commercial se creuse, les investissements sont en berne, avec un niveau de la recherche inquiétant pour aborder la sortie de la crise. Près d'un salarié sur 2 de l'industrie estime son emploi menacé.

Dans les entreprises, le « coût du travail » joue le rôle de bouc-émissaire censé expliquer la dégradation de la compétitivité de l'industrie française. Cela est faux.

Le « coût salarial unitaire » du secteur manufacturier a baissé de

10 points en 10 ans prolongeant la tendance des années 80 !

Le Président de la République a manifesté, à plusieurs reprises dans ses interventions vouloir « préserver l'industrie » y compris « contre la logique financière ».

Cependant, au-delà des discours, on est très loin de la définition d'une politique industrielle.

Or, l'on commence à mesurer, dans le milieu des experts, comme patronal qu'il y a urgence. D'autant qu'avant d'éventuelles mesures ne produisent leurs effets, la situation de l'industrie risque de se dégrader irrémédiablement.

Au plan européen, on est loin d'une prise de conscience du problème. La Commission poursuit ses seuls objectifs de « développement concurrence », alors que la BCE ne se soucie guère des conditions macroéconomiques de la compétitivité et du financement.

L'environnement actuel, la crise financière et la conjoncture économique sont malheureusement favorables à l'apparition d'une nouvelle vague de désindustrialisation.

LE BESOIN D'UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE

La mise en œuvre d'une politique industrielle passe par le maintien des capacités de la production, de l'innovation, des compétences et savoir faire, avec la pérennité des entreprises, en particulier les PME et PMI. La question est de répondre à cette exigence, tout en investissant dans des activités et des emplois industriels qualifiés pour demain.

1. Il y a eu perte de vision industrielle en France pendant 20 ans

A partir d'une analyse fautive des réalités, le thème de la société postindustrielle a servi de paravent.

L'industrie se transforme profondément. Elle s'articule désormais avec les services. Elle n'a pas vocation à disparaître d'Europe. Cela a été réaffirmé.

Mais ces constats posés, on ne peut ignorer la réalité d'aujourd'hui avec les menaces qui pèsent sur plusieurs filières : automobile, aéronautique, chimie...

Les suppressions d'emplois annoncées chez PSA, Renault, Sanofi-Aventis chez les sous-traitants automobiles, dans le textile, le verre, dans la chimie... inquiètent et angoissent légitimement.

Le recul de la France dans les échanges industriels internationaux est net : en 10 ans, la perte de parts de marché atteint 16% pour les produits manufacturés. Depuis 2001, la valeur ajoutée industrielle plafonne à 230 Mrds d'€. Nous assistons à une baisse relative de la valeur technologique de nos exportations.

2. En terme d'emplois, la position relative de la France s'est dégradée

La France fait plus mal que d'autres pays comparables. La France est le grand pays développé qui, hormis la Grande-Bretagne, a perdu

proportionnellement le plus d'emplois industriels depuis deux décennies. L'industrie occupe désormais directement moins de 4 millions de personnes : 3,8 millions exactement.



Nous sommes confrontés à un problème spécifique dans le secteur des biens intermédiaires (acier, ciment, verre et énergie) alors que c'était un point fort de la France. Chacun de ces domaines est aujourd'hui menacé.

Arcelor a été absorbé, comme Péchiney, la dérégulation se poursuit dans l'énergie, avec un risque de démantèlement du groupe Areva.

3. Nos principaux concurrents et partenaires ont réagi chacun à partir de sa situation propre.

La concurrence ne vient pas principalement des pays en développement mais de nos partenaires.

L'Allemagne a conservé son potentiel industriel en s'appuyant sur un réseau de moyennes

entreprises et une forte qualification de la main-d'œuvre. Plusieurs autres pays ont engagé une démarche prospective et volontariste en matière d'activités industrielles, en lien avec la recherche. C'est le cas notamment en Finlande, en Suède qui injectent près de 3% de leurs richesses par an alors qu'en France on est autour de 2% du PIB..

Beaucoup de pays ont mis en œuvre des outils spécifiques d'intervention (financement des Pme, aides à la Recherche et Développement qui ont favorisé l'investissement industriel.

Canada et Japon ont pris des distances avec les règles de la concurrence pour concilier les objectifs de politique industrielle. Les USA utilisent les armes budgétaires et monétaires pour renforcer la compétitivité de leur zone.



STRIELLE

La France souffre d'abord de cette concurrence accrue entre pays développés qui cherchent à se positionner sur les productions plus hautes en gamme.

Aéronautique, transport ferroviaire, automobile, énergie, pharmacie, la France est partout attaquée sur ses points forts historiques.

La pression sur les « coûts » de main-d'œuvre est une impasse compte-tenu des différentiels internationaux des salaires. La France ne concurrence pas les Chinois, les Malaisiens ou les Indiens sur ce terrain.

Par contre, cette pression empêche le développement des qualifications et, en général, des capacités humaines.

L'Allemagne en fournit bien le contre-exemple avec à la fois une compétitivité indéniable et une valeur horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière de 15 points supérieur à celui de la France.

4. On ne peut se passer d'une stratégie globale de développement cohérente et efficace

Cela inclut une politique économique active favorisant les débouchés intérieurs, le financement des investissements en recherche développement, l'investissement des équipements

publics, le développement de la formation et de la qualification.



A ce titre, on ne peut plus avoir d'un côté des efforts industriels et de l'autre des politiques publiques d'équipement, de santé, de transport et d'énergie qui ne prendraient pas en compte la nécessité de promotion de l'emploi industriel et de services sur le territoire européen.

La privatisation –fusion de Gaz de France et la déréglementation de la

filière de l'électricité vont pousser à une hausse des prix de l'énergie, avec un impact pour de nombreuses activités industrielles, notamment dans la sidérurgie ou l'aluminium.

Il faut donc d'urgence une politique industrielle cohérente ouvrant des perspectives sociales et économiques.

Cela pose la nécessité de définir une stratégie politique de la part du Gouvernement, en associant les groupes industriels, les organisations patronales et syndicales, ainsi que les élus nationaux et régionaux.

Tenir un « Grenelle pour un développement de l'industrie et de l'emploi » serait un premier acte pour créer une dynamique.



LES ÉLÉMENTS D'UNE STRATÉGIE D

La Cgt pose 5 axes constituant les bases d'une nouvelle poli

1. Donner la priorité au développement des ressources en emplois et en qualifications

La démographie fait peser une grave menace sur l'avenir de l'industrie du fait des départs à la retraite.

Dans la seule Région parisienne, 220 000 départs à la retraite sont programmés d'ici 2015 sur un peu plus de 500 000 emplois dans l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, chimie...). Dans la branche de la Métallurgie ce sont 150 000 départs par an qui sont prévus dans la même période. Cela se double d'un manque de qualifications reconnues. Alors que l'effort global de formation professionnelle régresse depuis plus de 10 ans relativement au PIB.

Est-on capable de mettre sur pied un plan concerté de promotion, d'embauche et de développement des capacités humaines dans l'industrie et les services aux entreprises, capable de compenser la perte de substances qui s'annonce ?

Il faut un « contre-choc » formation-emploi industriel pour compenser les départs de main-d'œuvre.



NOUS PROPOSONS

de convertir immédiatement la moitié des allègements de cotisations sociales, en crédit pour financer un tel plan.

Nous proposons en même temps de mettre en œuvre prioritairement la proposition de la CGT d'une « sécurité sociale professionnelle » dans l'industrie.

La revalorisation salariale et la reconnaissance des qualifications sont indispensables pour relancer la croissance et sortir de la crise.

La revalorisation du travail reste un moteur essentiel de l'économie réelle et une efficacité des entreprises. Le social ne peut continuer à être pris comme une valeur d'ajustement dans la gestion des entreprises.

La question de la réduction du temps de travail, favorisant l'embauche de jeunes en Cdi, avec un plan de formation professionnelle ambitieuse, en particulier dans les métiers en tension (soudeurs, chaudronniers, tourneurs, fraiseurs, tuyauteurs, fondeurs...) doit devenir une priorité dans le cadre du maintien des compétences et d'une valorisation du travail par plus de sécurité pour les salariés.

Une négociation sociale à caractère stratégique est indispensable. Les branches sont-elles ouvertes à ce type de démarche ?

L'État doit concourir à un tel objectif. L'objectif de « pas un seul salarié au chômage dans les bassins industriels » est indispensable si l'on ne veut pas demain une industrie réduite à sa plus simple expression.

2. Accroître l'effort de recherche et d'innovation

Il ne s'agit pas principalement d'accélérer le rythme d'accroissement de la productivité du travail. Celui-ci est soutenu, parfois exagéré et débouche sur des gâchis économiques et des désastres humains. La productivité par tête du secteur manufacturier a augmenté de 45% en 10 ans !

La France se situe exactement au même niveau que l'Allemagne.



Par contre, d'importants problèmes apparaissent dès que l'on parle de recherche et d'innovation. La France est en retard au niveau global de la Recherche et Développement. 2,12 % du PIB contre 2,43 % en Allemagne. Cet écart vient d'abord de l'insuffisance de recherche en entreprise : plus faible d'1/3 en France qu'en Allemagne ! Le taux de dépôt de brevets en est structurellement affecté. Il est la moitié moindre en France qu'en Allemagne.

Le choix d'élargir le « crédit d'impôt recherche » n'est pas la réponse appropriée. Les entreprises vont bénéficier d'un effet d'aubaine sans véritable stimulation des dépenses de recherche, le tout pour un coût exorbitant pour les finances publiques.

Il est indispensable de desserrer la contrainte de rentabilité qui pèse sur

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Politique industrielle

les choix de recherche et d'investissement. La CGT est favorable pour que des mesures soient prises par les entreprises, avec un soutien des pouvoirs publics, pour atteindre les 3% du PIB dans l'effort de la recherche.

Recherche, formation, investissements de long terme sont délaissés par les marchés financiers et ignorés par les banques mais aussi les grandes entreprises qui préfèrent les acquisitions à l'étranger.

En 2007, sur 100 euros de profits des 36 plus grandes entreprises françaises, hors banques et assurances, seuls 40 euros sont allés aux investissements dans des capacités de production dont une part importante hors de France.



NOUS PROPOSONS

une réforme de l'impôt sur les sociétés qui accepterait des allègements pour les entreprises qui investissent mais relèverait le taux d'imposition pour celles qui multiplient les placements financiers.

Il faut donner aux PME les moyens de se développer en respectant les droits sociaux des salariés. Elles doivent pouvoir accéder aux marchés publics, aux financements bancaires et aux produits de la recherche.

La CGT propose également de transformer les «pôles de

compétitivité» en véritables «pôles de développement» en y impliquant les banques, la Caisse des Dépôts, les fonds de formation et les comités d'entreprise. De créer des «Fonds Régionaux pour l'emploi» afin de dégager au plus près du terrain les financements indispensables au lancement d'activités innovantes.

3. Développer une politique cohérente de l'énergie

L'envolée des prix de l'énergie renchérit le coût des consommations intermédiaires du secteur industriel.

La Cgt ne se résout pas à cette situation grave pour les entreprises comme pour les particuliers. Le débat européen sur la sécurité des approvisionnements et le changement climatique devrait être l'occasion pour la Commission européenne de revoir sa copie. Car sécurité d'approvisionnement et libéralisation ne font pas bon ménage. Il faut de même s'appuyer sur l'autonomie et la compétitivité que procure un parc de centrales électriques nucléaires.

Ensuite, les objectifs tout à fait justifiés de lutte contre le réchauffement climatique qui suppose des politiques énergétiques coordonnées visant



une baisse sensible des émissions de gaz à effet de serre, exigent des politiques publiques très volontaristes et de gros efforts de recherche et développement et de financement correspondant.

Ceci est incompatible avec la bataille actuelle pour contrôler le secteur. Les sommes dilapidées dans le rachat d'entreprises vont manquer pour la recherche et les investissements productifs.

La relance conjointe des économies d'énergie, du nucléaire et des énergies renouvelables suppose de remettre la maîtrise publique au centre du débat.

C'est pourquoi la Cgt avance 5 orientations stratégiques :

- amplification des économies d'énergie et de l'efficacité économique
- mobilisation des atouts dans la filière nucléaire civile
- développement des énergies propres, non émettrices de CO2
- création d'un pôle public de l'énergie (en France) et d'une agence européenne de l'énergie
- maintien de tarifs compétitifs et stables en matière d'électricité et de gaz.

4. Assurer le financement de la croissance des entreprises

Il y a un problème spécifique de financement des entreprises industrielles qui risque d'être considérablement amplifié par la crise financière.

La question principale se situe plutôt du côté du financement à long terme des entreprises industrielles.

Celles-ci souffrent d'abord de l'accès au crédit. Avec la crise financière l'endettement sera plus difficile et plus onéreux alors qu'il est indispensable. L'argent injecté dans le système financier pour le sauver de la crise des subprimes ne doit pas être capté par les actionnaires, mais servir à relancer une politique plus efficace du crédit.



Ensuite, il faut trouver une réponse à la contradiction française et européenne en matière financière : l'existence d'un fort taux d'épargne et la faiblesse des investissements dans l'entreprise et le long terme. Le risque est grand de voir les entreprises immigrer vers les pays émergents où se trouvent, grâce aux revenus d'exportation, des actionnaires potentiels.

La Cgt propose de créer à l'échelle européenne et nationale, un grand pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi assurant une transformation sécurisée de l'épargne des Européens, permettant de desserrer la contrainte d'excessives exigences de rentabilité des investisseurs institutionnels actuels. Elle lance dans le débat public l'idée d'un

Livret d'épargne « Industrie et Emploi », intégrant l'actuel CODEVI et Livret d'épargne populaire, assurant un placement garanti et un usage au service du développement industriel.

A propos de la fiscalité, la CGT est favorable à une réforme de la taxe professionnelle, qui prene en compte la nécessité de maintenir un lien entre les entreprises de l'industrie et les collectivités territoriales.

De ce point de vue il y a besoin de maintenir une responsabilité des entreprises vis-à-vis des territoires, au risque que les collectivités territoriales pourraient à terme ne plus « renvoyer la balle ». Pour la CGT la question de l'efficacité de la fiscalité, comme du financement public, doit être liée à des incitations de plus de transparence, avec des objectifs prioritaires au développement de l'emploi et plus de solidarité pour l'ensemble des territoires.

5. Recréer les conditions d'une démocratie économique

Toutes ces orientations soulèvent un problème de moyens politiques et de démocratie.

Se posent d'abord la place et le rôle des pouvoirs publics aux différents niveaux. Les États sont sollicités pour éponger les pertes du système financier. C'est une logique de socialisation des pertes alors que les bénéficiaires restent privés. Les sommes en cause doivent pouvoir être recyclées vers des usages plus efficaces : recherche, formation, équipements collectifs...

En second lieu, le débat doit s'ouvrir au plan européen. Il est aberrant de voir un commissaire européen à l'économie donner la priorité à la lutte contre l'inflation sans évoquer un seul instant la carence de politique industrielle de l'Union européenne. Qui va prendre l'initiative d'un débat approfondi ?

La Cgt propose la tenue d'une conférence européenne des élus européens et nationaux avec les représentants des forces sociales pour définir une politique économique cohérente de l'Union.

En troisième lieu, il faut articuler modernisation de l'industrie et démocratie sociale.

Répondre aux besoins, ce qui est la finalité de l'activité économique, suppose d'améliorer la capacité d'offre de l'économie nationale, donc d'accroître l'investissement et l'efficacité du système productif. Il n'y a pas vraiment débat sur ce point. Par contre, il est utile de souligner combien le développement des technologies exige que ceux qui les conçoivent, que ceux qui les mettent en œuvre, soient étroitement associés aux évolutions, aux processus de modernisation et aux choix stratégiques. Le débat sur la démocratie sociale, et son volet des droits d'intervention des salariés dans l'entreprise, prend dès lors un véritable sens.

Aller à la **création de comité inter-entreprise** entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants, pour un accès à l'information sur les stratégies, permettre de prendre l'ensemble des réalités du « réseau entreprises », des avis des représentants du personnel concernés par les décisions d'un groupe, d'une filière industrielle.

Permettre aux élus du Ce de faire des propositions, avec un délai suffisant, dans le cadre d'un **droit suspensif** des suppressions d'emplois pour les CE.

Election de salariés dans les Conseil d'Administration ou de surveillance.

